

e-CIVICUS

Une lettre hebdomadaire pour la société civile de CIVICUS!

20 octobre 2009
N° 460

Sommaire

- **Nouvelles de la société civile**
- **Impliquez-vous**
- **Actualité de l'engagement avec les insitututions internationales**
- **Diplomatie non-gouvernementale**
- **Légitimité, transparence, responsabilité et efficacité des organisations de la société civile**
- **Engagement ONG-Entreprises**
- **Ressources**
- **Livres**
- **Conférences et événements**
- **Offres d'emploi**

Sondage

La question de la semaine : Ce dont la société civile a le plus besoin pour son travail :

a. Ne pas être soumise à la règlementation de l'information
b. De solides institutions nationales sur les droits humains
c. La possibilité d'accéder sans restriction à des fonds venant de l'étranger
Pour répondre à la question, cliquez ici

Question précédente : En réaction à la tuerie du 29 septembre en Guinée et aux persécutions que subissent encore les manifestants, il faut exiger d'urgence :

a. Une enquête indépendante et impartiale par des experts internationaux
b. L'engagement des militaires de ne pas interférer dans les élections et de ne pas s'y présenter
c. La liberté d'expression et d'assemblée
d. Tout ce qui précède
Résultats: a. -18.2%, b. - 9.1%, c. - 9.1%, d. - 63.6%

Impliquez-vous

Appel : « Non aux brevets sur les semences et les animaux de rapport » :
Source - no-patents-on-seeds.org

La brevetisation croissante des semences et des espèces de plantes et races d'animaux de rapport conventionnelles représente une dépossession considérable des fermiers et éleveurs: les agriculteurs ne peuvent plus conserver les semences de leurs récoltes et les éleveurs ne peuvent plus travailler que de manière très limitée avec les semences brevetées. Des ONG du monde entier réagissent. C'est ici.

Greenpeace dénonce l'exploitation pétrolière
Source – La Dépêche

Opération dans deux stations service. «Une opération coup de poing contre un criminel climatique et environnemental » annonçait Greenpeace vendredi à la presse dans un communiqué. L'ONG n'a divulgué que samedi matin le lieu de la manifestation : une station service du nord de la ville à l'enseigne de Total. Car ce « criminel climatique », selon Greenpeace, c'est le groupe français Total qui investit « massivement dans de nouvelles ressources pétrolières



Le mot de la Secrétaire Générale

Les omissions du jury du prix Nobel
Dans l'ouragan médiatique qui a accompagné l'annonce du Prix Nobel de la paix la semaine dernière, il n'est pas étonnant que lors du week-end on ait oublié la célébration du 125e anniversaire de la naissance d'Eleanor Roosevelt. Dans la controverse sur les mérites du lauréat de cette année, il peut être utile de se souvenir de cette femme qui représente l'une des omissions les plus flagrantes du Comité Nobel.

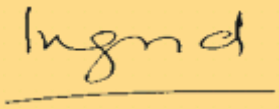
Son action en faveur de la cause et des droits des femmes et son combat infatigable contre la discrimination raciale aux Etats-Unis auraient suffi à lui faire mériter cet honneur. Si l'on ajoute à cela son rôle moteur dans la rédaction de la Déclaration universelle des droits humains, le prix devait immanquablement lui revenir.

A l'instar de beaucoup d'autres à qui le prix n'a pas été décerné, notamment le Mahatma Gandhi et Ken Saro-Wiwa, Eleanor Roosevelt n'a pas seulement eu une influence remarquable de son vivant, des décennies plus tard elle continue à être une source d'inspiration. Il est clair que la carrière de Barack Obama doit plus aux efforts de Mme Roosevelt qu'à aucun des précédents lauréats, mis à part Martin Luther King Jr.

Si, comme le dit le Comité Nobel, les critères utilisés sont la diplomatie multilatérale, le rôle des Nations Unies, la démocratie, les droits humains, la perspective d'un monde juste et où règne la paix et l'idée d'un leadership reposant sur des valeurs, peu de candidat(e)s étaient mieux qualifié(e)s pour recevoir le prix qu'Eleanor Roosevelt.

Quelles sont d'après vous les autres personnalités marquantes ignorées par le Comité Nobel ? Ecrivez à : editor(at)civicus.org.

En toute solidarité,



Ingrid Srinath, Secrétaire Générale, CIVICUS

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Nouvelles de la société civile

Afghanistan - Des ONG ont demandé au futur président de mettre en oeuvre des actions urgentes pour améliorer la situation humanitaire dans le pays
Source - IRIN

Dans une note adressée au futur président afghan, 16 organisations non gouvernementales (ONG) et organisations de la société civile afghanes et internationales ont demandé que des améliorations soient apportées d'urgence dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des droits de l'homme. Tout en qualifiant les élections présidentielles nationales « d'irrégulières », les ONG ont écrit dans un communiqué de presse, le 15 octobre : « le prochain gouvernement afghan doit, de toute urgence, consacrer davantage de ressources à la construction de 6 000 écoles, la formation de 5 000 nouvelles sages-femmes et la professionnalisation des forces de police afin d'améliorer les conditions de vie de la population afghane ». Voir le Communiqué de Presse.

Canada/Québec - Spécial FSQ 2009 : Sortie de crise ??
Source - Oikiosblogue - Gustave Massiah

Le mouvement altermondialiste est confronté à la crise de la mondialisation capitaliste néo-libérale. Le système dominant est confronté à une triple crise : la crise écologique mondiale qui est devenue patente ; la crise du néolibéralisme et la crise géopolitique avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis. Il s'agit d'une crise structurelle : économique et sociale ; écologique ; géopolitique ; politique et idéologique. Pour en savoir plus.

Ethiopie - Oxfam America américaine propose d'assurer les récoltes
Source - Euroinvestor

L'ONG Oxfam America, dont le siège se trouve aux Etats-Unis, se propose d'assurer les récoltes de paysans éthiopiens contre les risques climatiques, en échange d'une prime de cinq dollars. Selon ce projet-pilote auquel ont déjà souscrit quelque 200 agriculteurs de la localité d'Adi Ha, dans la province du Tigré, Oxfam America s'engage à leur verser 25 dollars en cas de mauvaises récoltes. Les paysans devront verser chaque année une somme de cinq dollars par demi-hectare de terre assuré, a précisé Abera Tola, directeur de cette ONG pour l'Afrique de l'Est. Lire la suite.

France - Fadela Amara, récit d'un naufrage
Source - mediapart - Michaël Hajdenberg

Femme, d'origine maghrébine, de gauche, issue de la société civile: Fadela Amara avait tout pour plaire à Nicolas

au Canada et ailleurs : les sables bitumineux ». Lire la suite

Migrations et développement en Afrique : La société civile pour un monde sans barrière
Source - Le Quotidien.sn

Dans un contexte mondial de pauvreté, la migration internationale prend de l'ampleur. Face aux problèmes auxquels sont confrontés les migrants, les organisations de la société civile des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Nord ont décidé d'unir leurs forces pour arriver à des politiques de migration favorable au développement et à l'épanouissement des populations. Plus!

Actions citoyennes
Source - contre-pouvoir.be

Ces dernières années ont été marquées par l'émergence d'un pôle contestataire, généralement regroupé en vrac sous la dénomination "altermondialiste". Animées de revendications communes, ces différentes associations issues de la société civile - pourtant d'horizons et de pays très divers - se sont regroupées et ont mis en commun leurs connaissances. L'aboutissement de cette coopération a abouti la création d'un Forum Social Mondial, organisé chaque année. L'origine de ce que Pierre Bourdieu nomme la "contre-démocratie" n'est que l'aboutissement logique d'un réel abandon, voulu et entretenu par les milieux économiques, de certaines préoccupations économiques, sociales et écologiques par les Etats. Aujourd'hui, ce pôle contestataire a acquis une certaine influence, notamment par sa visibilité et son analyse des dérives de la mondialisation. Mais il n'obtiendra sa légitimité complète que lorsqu'il se sera mis d'accord de manière plus unitaire sur les alternatives à explorer. Pour en savoir plus

Qu'est-ce que le répertoire des mouvements sociaux ?
Source - social-movements.org

Le répertoire des mouvements sociaux est une banque de données qui rassemble, organise et met à la disposition du public militant des informations sur les mouvements sociaux du monde entier. Cette information est de deux types: elle consiste d'une part en fiches descriptives des organisations et réseaux composant les mouvements sociaux, d'autre part en articles de contextualisation et d'analyses du développement des mouvements sociaux. Les fiches et les articles sont reliés entre eux afin de fournir une mise en perspectives des logiques et des rôles des acteurs sociaux dans la formation des mouvements sociaux. Plus

Actualité de l'engagement avec les insitututions internationales

La société civile en Asie se mobilise pour les droits des réfugiés
Source - HCR

Avec davantage de réfugiés en mouvement et un nombre réduit de pays asiatiques leur réservant un accueil chaleureux, des représentants de la société civile et d'organisations non gouvernementales de 19 pays de la région Asie et Pacifique se sont rencontrés en Thaïlande pour réfléchir aux moyens de plaider en faveur de l'amélioration des droits des réfugiés. La seconde réunion de l'organisation Pacific Refugee Rights Network (APRRN) soutenue par le HCR, qui s'est terminée samedi dernier, a rassemblé plus de 100 personnes représentant des organisations de défense des droits des réfugiés provenant de toute l'Asie, une vaste région où la protection de réfugiés est davantage laissée à la discrétion des politiques que régie par des lois écrites. Pour en savoir plus.

Mali - Élaboration de rapports annuels sur les OMD et le CSLP facilitée avec « Malikunnafoni »
Source – UNDG/ Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT)

« Malikunnafoni », la base de données socioéconomique du Mali, a été mise en place par la Cellule technique du cadre stratégique pour la lutte contre la pauvreté (CT-CSLP), en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INSTAT), l'Observatoire du développement humain durable (ODHD), les Cellules de planification et de statistiques et les autres structures productrices de données statistiques des départements ministériels, avec l'appui du Système des Nations unies. Cet outil permet de centraliser et d'organiser les données statistiques multisectorielles et facilite leur analyse en produisant des tableaux, des graphiques et des cartes avec une automatisation de la production des rapports et annuaires. Plus.

e-CIVICUS est ouvert à toutes les contributions

e-CIVICUS est un canal que vous ou votre organisation pouvez utiliser pour partager une information, exposer les difficultés auxquelles vous vous heurtez ou encore annoncer un événement. Adressez votre contribution au plus tard le mardi à french(at)civicus.org. Toutes les contributions doivent porter sur des questions relatives à la société civile ou avoir pour optique la société civile. Pour lire les consignes de rédaction, cliquez ici. Les contenus de ce bulletin peuvent être traduits dans une autre

Sarkozy lors du casting gouvernemental. Mais, depuis deux ans, le secrétariat à la Ville vit une hémorragie permanente. Plus.

France - Résultats d'un grand sondage BVA pour le CCFD-Terre Solidaire, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation
Source - ccfd.asso

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, les résultats d'un grand sondage BVA pour le CCFD-Terre Solidaire en partenariat avec la Croix, Europe 1 et Orange seront publiés vendredi 16 octobre sur l'enjeu de la faim dans le monde.
- Les Français restent pessimistes face à l'évolution de la faim dans le monde.
- Les Français ne font vraiment confiance qu'aux ONG et à l'ONU pour lutter contre la pauvreté et la faim dans le monde.
Lire la suite.

France/Tchad - Rencontre entre N. Sarkozy et Idriss Deby Itno: déclaration des ONG
Source - presseafricaine

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch (HRW) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) appellent Nicolas Sarkozy à exiger du président tchadien Idriss Deby Itno, lors de leur entretien privé cet après-midi à l'Elysée, qu'il mette fin à l'impunité au Tchad et fasse toute la lumière quant aux graves violations des droits de l'homme perpétrées lors de la tentative de coup d'état à Ndjamena le 2 février 2008. Plus.

Gabon - Election présidentielle : enjeux nationaux et internationaux d'une impossible transition
Source – Terra Nova - Guillaume Etienne et Judith Gauge

L'investiture du nouveau président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, ouvre une période d'incertitudes pour ce pays, après une transition chaotique. Le système de pouvoir mis en place par Omar Bongo, décédé le 8 juin dernier, constitue l'héritage empoisonné d'un fils dépourvu de l'expérience et de l'envergure de son père. La période de transition aurait dû permettre à la France de reconsidérer sa politique africaine. Or, la position en demi-teinte du Gouvernement français n'est pas une réponse satisfaisante aux nouvelles réalités africaines. Plus.

Guinée - enquête sur le massacre du 28 septembre à Conakry
Source – le Monde

Le bilan officiel, auquel personne ne croit, fait toujours état de 57 morts, dont 12 par balles. Les autres, affirment les légistes, ont été victimes de "polytraumatismes", piétinés dans l'effroi provoqué par l'irruption d'une bande de chiens de guerre au béret rouge dans le stade où l'opposition à la junte militaire tenait meeting. "Mensonge et déni ! Il y a, au moins, entre 150 et 200 morts avérés, et ce n'est pas fini", tranche Mamadi Kaba, de l'antenne guinéenne de l'organisation non gouvernementale (ONG) Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho). Ce que confirme Thierno Maadjou Sow, le président de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme (OGDH), qui estime, en outre, le nombre de blessés à 1 200. Lire la suite.

Madagascar - Communiqué des organisations de la société civile (OSC)
Source - Topmada

L'Alliance des OSC prend acte du communiqué de la réunion consultative sur la situation de Madagascar du 6 Octobre dernier. L'Alliance a affirmé à plusieurs reprises son attachement aux Accords de Maputo auxquels elle a adhéré le 22 Août 2009. Elle a appelé de ses vœux la mise en œuvre de ces Accords qui sont la seule solution pour sortir de la crise, et faire cesser la situation de paupérisation dans laquelle se trouve la population. Lire la suite.

Malawi - Un des bons élèves de la lutte contre la faim
Source – challenges.fr

Si la faim progresse dans le monde, certains pays en développement comme le Malawi luttent avec succès contre la malnutrition en faisant de l'agriculture une priorité, souligne l'organisation ActionAid International dans une étude publiée vendredi. Grâce aux engrais qu'il n'a pu se procurer que grâce à l'aide de l'Etat, Rodrick Jesitala, un paysan du Sud du Malawi, a récolté assez de maïs pour nourrir sa famille cette année. Le rapport d'ActionAid International loue la politique agricole du Malawi, soulignant que certains pays pauvres qui font de l'agriculture une priorité sont passés d'une dépendance aux importations alimentaires à une production agricole excédentaire par rapport à leurs besoins. ActionAid International classe le Malawi parmi les cinq pays en développement qui réussissent le mieux dans la lutte contre la faim, le Brésil arrivant en tête de ces bons élèves. Le rapport de l'ONG "Qui lutte réellement contre la faim?" précise que le Brésil a réussi à réduire la malnutrition infantile de 73% en six ans, en investissant dans les petites exploitations agricoles et en mettant en place des politiques sociales fortes. Pour en savoir plus.

Niger - Le gouvernement met en garde les ONG qui évoquent une probable crise alimentaire au Niger
Source - vouaturesimone.canalblog

Le gouvernement nigérien a apporté un démenti aux déclarations de certaines ONG nationales qui ont mis en garde contre une nouvelle crise alimentaire qui menacerait quelque 2, 6 millions de personnes, en raison de l'insuffisance des pluies dans plusieurs localités du pays, a appris APA dimanche de source officielle. Plus.

Ouganda - un projet de loi oblige à dénoncer les personnes gays
Source - tetu

Un nouveau projet de loi visant à renforcer la lutte contre l'homosexualité et sa «promotion» va être débattu la semaine prochaine au Parlement ougandais, suscitant les protestations des organisations de défense des droits de l'Homme. Plus.

Royaume-Uni - Greenpeace squatte le palais de Westminster
Source - parismatch.com

Les militants de Greenpeace viennent de réussir un joli coup médiatique en restant pendant près de trente heures sur le toit du palais de Westminster pour accueillir les députés britannique le jour de la rentrée parlementaire. Plus.

RDC - Assassinats, menaces et intimidations contre les journalistes en RDC : OLPA dans les rues de Kinshasa
Source - societecivile.cd

Les experts de l'Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA) ont participé activement à la marche silencieuse du 8 octobre 2009. Ils ont parcouru plusieurs kilomètres aux côtés des professionnels des médias de Kinshasa, appelant les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) à assurer la sécurité physique des journalistes et à favoriser la tenue des procès justes et équitables en mémoire des journalistes assassinés au cours de ces dernières années. Photo ci-contre montre les experts de l'OLPA devant le Palais du Peuple le 8 octobre 2009. Plus.

RDC - L'opération « Kimia » est un vrai désastre
Source – Afrik.com

Immaculée Birhaheka, la présidente de l'ONG Promotion et appui aux initiatives féminines (PAIF) basée à Goma, capitale du Nord-Kivu à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a participé à la rédaction d'un communiqué de presse publié mardi, sur le bilan des dix premiers mois de « Kimia », la campagne de l'armée congolaise contre les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), repliées à l'est du

langue ou reproduits dans une autre publication dans la mesure où il est dûment fait référence à CIVICUS.

CLAUSE DE NON RESPONSABILITE
Même si CIVICUS s'attache, autant que faire se peut, à ce que les contenus d'e-CIVICUS soient fiables et non sujets à caution, CIVICUS ne peut se porter garant de l'exactitude des comptes-rendus émanant de tiers, ou du bien-fondé de certaines prises de positions ou opinions. De la même façon, CIVICUS n'approuve pas nécessairement tous les points de vue que reflète le bulletin.

Conférences et événements

"Les Journées européennes du développement" à Stockholm
Source - fenetreeurope.com

Pour conclure "l'hyper" semaine, la conférence des Journées européennes du développement (JED) se tiendra à Stockholm du 22 au 24 octobre. La conférence a lieu pour la quatrième fois, et son objectif est de créer un dialogue autour du développement et des aides au développement. Le thème de la Conférence est "Citoyenneté et développement" et les questions centrales seront la démocratie, le climat et la situation économique mondiale. Parmi les participants à la Conférence sur l'aide au développement il y aura notamment le Président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, le Président de la Commission de l'Union africaine, les prix Nobels Mario Molina et Mohammed Yunus, ainsique le Secrétaire général de l'Union arabe, Amr Moussa. Plus.
Voir également : Des poids lourds lors de la réunion sur l'aide au développement

Cameroun – « Société civile et développement local : atouts et défis ».
Source - le Messager

Tel est le thème principal sur lequel va s'adosser la journée « portes ouvertes » qui a lieu au Mansel hôtel de Yaoundé. Le temps d'une journée, il a été question pour certaines organisations de la société civiles partenaires du Ded, de mettre en exergue les contributions desdites OSC, à la mise en œuvre des politiques publiques à l'instar de la décentralisation, du document de stratégie pour la croissance et l'emploi et de la gouvernance. Lire la suite

Année de la France au Brésil : Colloque ABONG/Coordination SUD
Source – Coordination Sud

Dans le cadre de l'Année de la France au Brésil, ABONG et Coordination SUD proposent un colloque de deux jours à Brasilia (21 et 22 octobre), intitulé : « Coopération, solidarité et démocratie : lutte contre les inégalités et l'exclusion ». Plus d'informations.

4eme Forum National français des Associations
5 novembre 2009

Palais des Congrès – Paris
Inscriptions.

Journée d'étude - Collectivités territoriales, acteurs de la société civile : comment lutter ensemble contre la faim ?
Lundi 16 novembre 2009, de 10h à 17h à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville
5 rue Lobau, Paris 4e - M° Hôtel de Ville ou Châtelet
Tant que les populations pauvres, tout comme leurs gouvernements locaux et nationaux, seront considérées comme des bénéficiaires passifs de l'aide internationale, il n'y aura pas de changement durable de leur situation. Porter le changement ici et là-bas, est aujourd'hui une ligne de force qui doit rassembler une pluralité d'acteurs. Fédérations, réseaux, associations, ONG d'appui, de développement, syndicats, et collectivités territoriales se mobilisent dans le respect du rôle de chacun, sans limite de frontières, sans exclusivité de mandat, dans un esprit d'alliance et de confrontation des pratiques pour parvenir à un réel respect des droits fondamentaux.
Cette journée se veut un espace d'échanges et de dialogue entre deux protagonistes importants de la coopération et du développement local au Nord comme au Sud : les acteurs de la société civile et les collectivités territoriales. Il s'agit au cours de cette journée de s'interroger sur la spécificité de leurs pratiques et sur les modalités existantes ou attendues de leur concertation.
Inscriptions avant le 10 novembre auprès de Cités Unies France.
Télécharger le programme
Télécharger le bulletin d'inscription

Parcours de débats et propositions sur la gouvernance en Afrique
Source - IRG

Du 30 novembre au 2 décembre
Arusha (Tanzanie)
Ce colloque est la troisième étape du cycle de séminaires du « Parcours de débats et propositions sur la gouvernance en Afrique » entrepris à Bamako-Mali en 2007. A la suite de la rencontre de Polokwane-Afrique du Sud (Juin 2008), le Colloque d'Arusha réunira pendant trois jours une soixantaine de participants de cinq pays de la sous –région Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Rwanda, Ouganda, Tanzanie), de pays d'Afrique Australe et de l'Ouest ainsi que des représentants d'Amérique Latine, des Etats Unis et de France. Les thèmes de débat du colloque : les sources de légitimité des pouvoirs, les processus constitutionnels, la gestion

Congo depuis le génocide de 1994 au Rwanda. Les populations civiles payent un prix « inacceptable » dans les combats, jugent les ONG, qui réclament d'urgence le renforcement de leur protection. Lire l'entretien d'Immaculée Birhaheka, présidente de l'ONG Promotion et appui aux initiatives féminines.

Rép. Dominicaine - La réforme constitutionnelle dans l'impasse - Des leçons à tirer
Source – alterpresse - Wooldy Edson Louidor

Plusieurs organisations et intellectuels de la société dominicaine se manifestent contre des articles du projet de nouvelle Constitution, en débat au parlement de la république voisine d'Haïti. Des protestations ont lieu quotidiennement à Santo Domingo, la capitale de la République Dominicaine, contre ce projet constitutionnel. Le texte ci-joint tente de rassembler l'essentiel des protestations des organisations et des intellectuels ainsi que des données sur l'histoire de cette réforme constitutionnelle. Lire la suite.

Russie - Hillary Clinton reçoit la société civile russe, pas l'opposition
Source – L'Express

MOSCOU - Hillary Clinton a rencontré mardi à Moscou des représentants de la société civile russe pour parler droits de l'homme, mais n'a pas invité les représentants de l'opposition à la réunion. Lire la suite.

Salvador - Marta Benavides nommée Artisan de la paix 2009
Source - AMCP

La figure de proue de l'AMCP El Salvador, Marta Benavides, a été désignée comme l'une des quatre femmes Artisan de la paix 2009 par l'Institut pour la paix et la justice Joan B. Kroc (IPJ) à l'Université de San Diego. C'est un grand honneur pour cette infatigable militante, membre du groupe Mobilisation et de l'équipe Femmes de l'AMCP. Elle a fait aussi récemment un travail sur le changement climatique qui permet que les perspectives de l'Amérique latine soient prises en compte à Copenhague en décembre. Pour en savoir plus.

Sénégal - Dialogue politique : la société civile sur un terrain miné ?
Source - Pressafrik

Depuis l'annonce par Me Abdoulaye Wade de sa décision d'amorcer le dialogue avec l'opposition rompue depuis la présidentielle de février 2007, les organisations de la société civile sont à pied d'œuvre. Il s'agit pour les forces apolitiques d'arrondir les angles entre les deux camps et de renforcer la stabilité politique du Sénégal. Elles ont matérialisé leur mission de bons offices par la création d'un comité d'appui et de facilitation du dialogue politique. Les organisations de la société civile naviguent-elles sur un terrain miné ? Malgré leurs appels incessants, le pouvoir et l'opposition peinent à se rencontrer sur la table du dialogue. Lire la suite.

Sénégal -Affaire Ségura : des ONG interpellent le FMI et le Sénégal pour la lumière
Source - pressafrik.com

Le Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD) exige la lumière sur l'affaire du cadeau de 65 millions de francs Cfa (100.000 Euros) qu'une autorité sénégalaise a remis à Alex Segura, un fonctionnaire du Fonds Monétaire International (FMI) en fin de mission au Sénégal. «Nos ressources ne doivent pas partir comme ça. Il faut que les Sénégalais sachent ce qui s'est réellement passé », a lancé aujourd'hui le président du CONGAD lors de la célébration de la journée internationale de lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités. Pour en savoir plus.

Somalie - Le mouvement islamiste Hezb al-Islam donne jusqu'au 25 octobre aux ONG pour s'enregistrer auprès des autorités
Source - Risques Sécuritaires

Selon la presse locale, Cheikh Sulayman Sahal Muuse Abu Hanifa, un des porte-paroles du Hezb al-Islam, a demandé aux ONG locales et internationales opérant sur le territoire qu'il contrôle de s'enregistrer auprès du mouvement. Elles ont jusqu'au 25 octobre pour "régulariser" leur situation. Lire la suite.

Taiwan - Des ONG appellent le gouvernement à abolir la peine capitale
Source - taiwaninfo.nat.gov

A l'occasion de la 7e Journée mondiale contre la peine de mort, organisée samedi dans plusieurs dizaines de pays sur l'initiative de la Coalition mondiale contre la peine de mort, plusieurs organisations non gouvernementales taiwanaises ont appelé le gouvernement à abolir la peine capitale, toujours en vigueur dans l'île même si on n'y a procédé à aucune exécution depuis 2005. Lire la suite.

Togo - Un nouveau président élu par consensus à la tête de la CENI
Source - afriquejet

Un nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Togo, Taffa Issifou Tabiou, a été élu mercredi par consensus, après une concertation de trois jours, a appris la PANA vendredi de sources proches de l'institution. Il remplace Henry Kinam Lardja Kolani, élu le 14 septembre dernier dans la confusion, car désigné nuitamment par les membres du parti au pouvoir en l'absence de ceux de l'opposition. Le 3 octobre dernier, lors des pourparlers entre opposition et parti au pouvoir à Ouagadougou avec le facilitateur burkinabè, Blaise Compaoré, l'élection de Kolani a été remise en cause. Le nouveau président, ancien proviseur et ex-conseiller au ministère de l'Intérieur, présenté comme membre de la Société civile, est beaucoup plus proche du Rassemblement du peuple togolais (RPT, au pouvoir). Il a plusieurs fois été membre de la CENI. Lire la suite.

Diplomatie non gouvernementale

Canada/Québec – Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement
Source - Oikosblogue

Il ne fait pas de doute que le droit international joue un grand rôle en environnement; pensons seulement aux retombées de la Déclaration de Stockholm ou au fameux Protocole de Kyoto… De plus, le droit international de l'environnement influence le développement d'instruments juridiques nationaux et contribue à modifier positivement nos comportements. Cependant, il existe une convention internationale largement méconnue au Québec et au Canada, la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, aussi appelée « Convention d'Aarhus ». Selon nous, la ratification de cette convention par le Canada amènerait des changements positifs dans notre système juridique interne. Cette convention a été signée à Aarhus, au Danemark, en juin 1998, par 39 des 56 pays membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU). Elle a toutefois une vocation universelle puisque, selon son article 19, tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) peut y adhérer. Elle est entrée en vigueur en octobre 2001 et 42 pays, ainsi que l'Union européenne, l'ont ratifiée. Il est déplorable que le Canada, pourtant membre de la CEE-ONU, ne l'ait pas signée, ni ratifiée. Consultez la Convention.

Etats-Unis – Climat : des ONG pressent le Sénat américain d'aider les pays pauvres
Source - Romandie.com

Plusieurs experts et responsables d'ONG ont insisté jeudi devant une commission du Sénat américain sur la

collective des biens publics. Les participants sont chercheurs, représentants d'institutions publiques nationales et internationales, autorités traditionnelles et religieuses, leaders de la société civile, syndicalistes, professionnels des médias et représentants du secteur privé. Pour l'IRG et ses partenaires, l'enjeu de ce type de rencontre est de mettre en évidence l'apport d'une réflexion sur la légitimité dans l'évolution et la réforme des politiques publiques nationales et internationales. Pour en savoir plus.

Livres

Ouvrage La société civile mondiale à l'épreuve du réel
Source - IRG

Sous la direction de Martin Vielajus
Depuis les années 1990, de nombreuses voix annoncent l'émergence d'une société civile mondiale. Qu'en est-il réellement ? C'est la question posée dans ce livre, qui propose un choix de textes récents traduits en français extraits du Global Civil Society Yearbook, périodique de référence dans le domaine des études sur la société civile, publié annuellement par la London School of Economics.Pour en savoir plus !

Engagement ONG-Entreprises

Entreprises et ONG font table commune contre la faim
Source - afrik.com

Se rencontrer pour mieux entreprendre dans la lutte contre un fléau qui touche plus d'un milliard de personnes dans le monde : la faim. Pour la première fois depuis sa création il y a cinq ans, l'association ALLIES a invité, mercredi, à Paris, un réseau d'ONG, entreprises et collectivités à réfléchir ensemble et en temps réel à des solutions durables contre la faim, en France et dans le monde. "Cent bons projets ne permettent pas une politique de développement efficace si ces projets ne se connaissent pas entre eux " a insisté le président de l'association et ancien ministre de la coopération Jacques Godfrain. La rencontre était accueillie par le groupe Sodexo, membre du réseau d'Alliés. Plus.

L'ONG RAID cible les entreprises chinoises
Source – Africa Intelligence

Right & Accountability in Development (RAID), ONG britannique basée à Oxford, accuse les entreprises chinoises de violer le code du travail, le code minier et les normes de protection de l'environnement. Pour en savoir plus.

Nigeria - l'industrie pétrolière tarde à prendre ses responsabilités
Source - Novéthic

100 jours après la remise de son rapport sur l'impact environnemental et social de l'exploitation pétrolière au Nigeria, Amnesty fait un bilan mitigé des avancées obtenues. Car Shell, principale compagnie incriminée dans le rapport, n'a toujours pas annoncé le nettoyage des sites pollués dans le delta du Niger. Plus.

Trouvez-nous

Rejoignez le groupe CIVICUS sur Facebook et engagez-vous avec d'autres alliés de CIVICUS !

Assistez à nos vidéos en cliquant ici

Offres d'emploi

Cette semaine il a été ajouté sur le site Internet de CIVICUS une page consacrée aux offres d'emploi dans la société civile. Cliquez ici. Si vous souhaitez faire paraître une nouvelle annonce, cliquez sur Add job. Veuillez ne pas omettre d'indiquer la date limite.

Directeur, pour la campagne Exigeons la dignité et le programme des droits économiques, sociaux et culturels
Date limite : 25 octobre 2009
Amnesty International
Lieu: Londres

nécessité d'aider les pays pauvres à faire face aux effets du changement climatique, alors que le débat sur une loi sur le climat occupe le Congrès depuis plusieurs mois. "Le Congrès a une chance unique d'investir dans des solutions d'adaptation" aux effets du réchauffement climatique dans les pays en développement, a dit David Waskow, responsable du dossier du changement climatique au sein de l'ONG Oxfam. "Nous vous invitons à faire en sorte qu'au moins 3% des ressources financières dans le projet de loi sur l'énergie et le climat soient alloués à des efforts d'adaptation dans les pays vulnérables", a-t-il dit en évoquant les pays en développement particulièrement visés par le phénomène. Lire la suite.

Sénégal - Le CONGAD plaide pour l'éradication pure et simple de la pauvreté
Source - APS

Le président du Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), Momar Talla Kane, a plaidé, dimanche à Dakar, pour des investissements de grande ampleur aptes non pas à diminuer la pauvreté, mais à la ''bouter'' hors du Sénégal. "Nous ne militons pas pour une diminution de la pauvreté, nous voulons tout simplement son éradication", a-t-il déclaré à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités.Des personnalités diverses, en provenance du système des Nations unies et du secteur privé, ont participé, au Théâtre national Daniel Sorano, au lancement de cette journée, sous l'égide de la Coalition nationale des organisations de la société civile du Sénégal, point focal de l'Alliance mondiale contre la pauvreté (AMCP). Lire la suite

Google simule le changement climatique
Source - Zdnet

A l'occasion de la conférence de Copenhague, Google vient de publier sur son site des couches (layers) destinées à Google Earth. Baptisé COP15, ce projet permet de simuler les conséquences du réchauffement climatique. Ces couches utilisent les données du International Panel on Climate Change (IPCC) pour simuler l'élévation des températures et les pluies associées à l'échelle de 2100. Pour en savoir plus.

Légitimité, transparence, responsabilité et efficacité des organisations de la société civile

Restrictions croissantes sur le financement international des ONG
Source - CSO-Effectiveness

Au cours des dernières années, plusieurs gouvernements dans les pays en développement ont pris des décisions visant à interdire aux ONG locales et internationales l'accès aux financements étrangers. La peur du terrorisme international et de l'ingérence politique sont les principales raisons qui justifient ces mesures. Mesures qui affectent principalement les ONG travaillant sur les droits de l'Homme et les droits démocratiques. Ces dispositions légales, d'une interdiction stricte des financements étrangers à une politique fiscale prohibitive, affaiblissent fortement la société civile, dans ces pays où les opportunités de financement locales sont extrêmement limitées. De plus, ces restrictions violent plusieurs traités internationaux, y compris le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP). Cet article propose une revue globale des principales restrictions sur le financement international, les traités qu'elles violent, et propose plusieurs moyens de venir à bout de ces restrictions. Cliquez ici (en anglais).

Effets de politiques de collaboration entre bailleurs de fonds et Organisations de la Société Civile en Afrique sur l'efficacité des interventions d'aide au développement
Source - CSO-Effectiveness

Cette étude de cas s'inscrit dans la réflexion en cours au niveau international sur l'amélioration de l'efficacité de l'aide dans le cadre de financements octroyés à des Organisations de la Société Civile (OSC). Basé sur une enquête menée auprès de plusieurs OSC internationales travaillant en Zambie, Malawi, Ghana et Burkina Faso, l'auteur analyse les pratiques et politiques dans les domaines i) contractualisation, ii) accès au financement, iii) déboursement des fonds, iv) communication entre OSC et bailleurs de fonds et v) évaluation de la performance des OSC. L'auteur propose aussi des principes et idées pour rendre la collaboration entre les bailleurs de fonds et les OSC plus efficace. Lire la suite.

Cameroun – Loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 Régissant les ONG au Cameroun : ce qu'il faut absolument savoir
Source – Wagne.net

Le Président de la République a promulgué, le 22 décembre 1999, la loi portant régime juridique des ONG. Le principal mérite de la loi du 22 décembre 1999 réside dans le fait qu'elle vient combler un vide juridique longtemps dénoncé. Toutefois, un constat se dégage à la lecture : les carences juridiques (B) discutent la vedette aux normes arrêtées (A). Pour en savoir plus.

France - Des associations caritatives accusées d'escroquerie
Source - Youphil

Où sont passés les millions d'euros? Une enquête de justice vise 17 organismes humanitaires. Agir pour les enfants du monde, Mission médicale internationale, Village du monde pour enfants… Ces associations font régulièrement appel à votre générosité via vos boîtes à lettres. Elles utilisent parfois des photos d'enfants aux corps décharnés par la faim. Et certaines vont jusqu'à envoyer du matériel de couture, cherchant peut-être à s'attirer la bienveillance - et l'argent- des fans de broderie... Aujourd'hui, 17 de ces associations (voir encadré), pour la plupart domiciliées aux Etats-Unis, sont suspectées par la justice française d'escroquerie et d'abus de confiance, comme le révèle le quotidien Le Parisien-Aujourd'hui en France. Lire la suite.

Tunisie - Des composantes de la société civile saluent la richesse du contenu du programme électoral du président Ben Ali
Source - infotunisie.com

Des composantes de la société civile, associations et organisations opérant dans divers domaines ont salué la richesse du contenu du programme électoral « Ensemble relevons les défis » annoncé par le président Zine El Abidine Ben Ali dans son discours du 11 octobre à l'occasion de l'ouverture de la campagne pour les élections présidentielle et législatives. Plus.

Voir également : Sana Ben Achour : « La Tunisie vit sous le règne de l'ambivalence »
Source – afrik.com

Interrogée par Afrik.com, la féministe et défenseuse des droits humains Sana Ben Achour évoque les difficultés à débattre en Tunisie, dans un pays où l'opposition se voit écartée de la place publique, remplacée par une société civile vassalisée. Ce qui ne l'empêche pas de pouvoir discerner quelques progrès dans la défense de la cause des femmes, et de garder espoir en un changement véritable. Plus.

Pour plus d'information, cliquez ici.

Indice de la société civile – Responsable de programme
Date limite : 30 octobre 2009
CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne
Lieu: Johannesburg, Afrique du Sud
Pour plus d'information, cliquez ici.

Indice de la société civile – Chargé de programme
Date limite : 30 octobre 2009
CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne
Lieu: Johannesburg, Afrique du Sud
Pour plus d'information, cliquez ici.

Programme de stages
Africa in Democracy and Good Governance (ADG)
Lieu: Gambie, Afrique
Pour plus d'information, cliquez ici.

Membre du Comité consultatif sur la société civile
Date limite : 30 novembre 2009
Commonwealth Foundation
Lieu: International
Pour plus d'information, cliquez ici.

CIVICUS lance sa campagne d'adhésion 1 pour 1

Êtes-vous l'un des 83 manquants ?
Une adhésion à CIVICUS par État membre des Nations Unies, tel est l'objectif de la campagne d'adhésion 1 pour 1 de CIVICUS, cliquez ici.

Ressources

L'opinion dans le monde sur la tolérance en politique
Source - IPU

Enquête portant sur 24 pays, conduite par World Opinion.org et commanditée par l'Union Interparlementaire/ Il ressort globalement de l'enquête que s'il y a une forte adhésion à l'idée de la tolérance en politique, le sentiment général est que, dans la pratique, cette tolérance fait gravement défaut. La majorité des sondés, dans tous les pays, estime qu'il faut avoir le droit d'exprimer des opinions politiques diverses, même quand elles sont impopulaires. Le lien avec le soutien à la démocratie en général est évident : quand on est favorable à la tolérance en politique on soutient aussi la démocratie et inversement. Ces résultats corroborent d'autres sondages selon lesquels le droit d'exprimer des opinions diverses est soutenu par le plus grand nombre. Téléchargez l'enquête.

Aide au développement en Afrique, Le président rwandais loue la Chine et critique l'Occident
Source - Lakoominfo.com

Le président du Rwanda, Paul Kagame, a loué le rôle de la Chine en Afrique et critiqué l'aide occidentale qui "n'a pas fait avancer" le continent."Les Chinois apportent ce dont l'Afrique à besoin : des investissements et de l'argent pour les gouvernements et les entreprises. Lire la suite.

Le Conseil général de la CSI accepte quatre nouvelles organisations affiliées et se penche sur la crise mondiale
Source - CSI

La CSI a accepté l'affiliation de quatre nouvelles organisations lors de la réunion annuelle de son Conseil général, du 6 au 8 octobre. Les nouveaux membres, la CCSL Cap-Vert, le NUNW Namibie, la CDTN Niger et la FUTB Birmanie, qui est contrainte de travailler en partie à l'extérieur du pays en raison des politiques répressives de la junte militaire, portent le nombre total d'organisations affiliées à la CSI à 316 dans 158 pays. Pour en savoir plus.

Envoyer à un ami

Aimeriez-vous faire connaître ce bulletin à un ami ? Dans ce cas, merci d'envoyer son adresse électronique à subscriptions@civicus.org.

Se désabonner : Pour mettre fin à votre abonnement à e-CIVICUS, vous permettre de retrouver votre mot de passe, ou modifier vos options d'abonnement, cliquez ici.

CONTACT US

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION
Devendra Tak
Ingrid Srinath

REDACTEUR EN CHEF
Henri Valot

P.O. Box 933
Southdale, 2135
South Africa

Tel: +27 11 833 5959
Fax:+27 11 833 7997

1420K Street NW,
Suite 900
Washington D.C.
20005 USA

Tel: +202 331-8518
Fax: +202 331-8774

www.civicus.org